« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 175 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2954 - Prix : 1€

Pas un euro de plus pour l'armée, pas un homme pour la guerre !

Garance : deux poids, deux mesures *Page 6*

Europe de la défense ; concurrence et gros sous *Page 9*

Ukraine : une population sacrifiée, y compris par ses dirigeants *Page 10*

ÉDITORIAL

Pas un euro de plus pour l'armée ! Pas un homme pour la guerre !

Faisant comme si Poutine allait envahir l'Europe, Macron veut mettre l'Union européenne sur le pied de guerre et doubler le budget militaire français en cinq ans. Mais les chars russes et les Cosaques se préparent-ils à entrer dans Berlin ou Paris ? Non ! Cette propagande ne tient pas debout.

Poutine n'en a ni les moyens ni l'objectif. Si Poutine a envahi l'Ukraine, en février 2022, ce n'était pas pour partir à la conquête de l'Europe mais pour stopper l'avancée de l'Otan, qui marchait de plus en plus sur ses plates- bandes en intégrant dans son giron les pays Baltes et nombre d'anciens pays du bloc de l'Est. Au bout de trois ans de guerre et au prix de centaines de milliers de morts, l'armée russe n'a même pas réussi à prendre Kiev !

D'après Macron, il faudrait défendre les valeurs démocratiques et le peuple ukrainien trahis par Trump et son gouvernement. Mais les dirigeants européens sont aussi cyniques que leurs compères américains, même s'ils sont moins puissants.

Qu'est-ce que la France et les autres puissances européennes ont fait en Afrique ou au Moyen-Orient ? Elles ont pillé les ressources naturelles, se sont réparti des zones d'influence en traçant des frontières au milieu des peuples. Elles ont soutenu les dictateurs qui leur étaient utiles, avant de les lâcher du jour au lendemain, comme Saddam Hussein ou Kadhafi.

Aujourd'hui, les dirigeants impérialistes veulent tous participer aux pourparlers de cessez-le-feu en Ukraine parce qu'ils lorgnent, tous, ses fameuses terres rares, ses vastes terres agricoles et les milliards du marché de la reconstruction.

En jouant sur nos sentiments et nos peurs, Macron cherche à redorer son blason comme chef de guerre et à nous mettre en condition. Parce que oui, lui, il prépare la guerre ! Et son but est de nous embrigader et de nous forcer à de nouveaux sacrifices.

Aujourd'hui, il veut nous mobiliser contre Poutine. Mais la guerre commerciale entre l'Amérique de Trump et l'Europe fait rage, aussi. Comment ce bras de fer va-t-il tourner ? Qui sait comment vont finir les visées de Trump sur le Groenland, qui est sous autorité danoise et donc européenne ?

Au milieu de ces bruits de bottes, il faut plus que jamais réfléchir à nos intérêts en tant que travailleurs. Qui sont nos ennemis ? Qui attaque nos conditions d'existence ?

Certains travailleurs dorment dans leur voiture, quand ce n'est pas sous les ponts. Et si beaucoup redoutent de ne plus avoir de toit, ce n'est pas par peur des bombes russes ! C'est parce qu'ils ont du mal à payer le loyer ou le crédit. C'est parce qu'ils ont peur d'être licenciés.

Nous sommes attaqués au quotidien dans ce qui nous est vital : notre emploi, notre salaire, nos conditions de travail, notre droit à la retraite, l'accès à la santé, à l'éducation pour nos enfants. Ces attaques ne viennent pas de l'extérieur. Elles viennent du grand patronat et du gouvernement à son service. Alors non, Macron n'est pas notre protecteur ! Les intérêts des capitalistes français ne sont pas les nôtres, et leur guerre économique n'est pas la nôtre !

Du RN au PCF et à LFI, tous les partis approuvent le passage à l'économie de guerre. La gauche a abandonné toute référence à la lutte de classe et se réclame, comme la droite, du général de Gaulle et de son souverainisme. Comme Macron, ils nous font déjà serrer les rangs derrière les généraux dévoués aux banquiers et aux industriels au nom de la défense de la patrie !

Mais, dans cette patrie, il y a des exploités et des exploiteurs. Il y a des capitalistes milliardaires qui s'obstinent à faire de nous tous des smicards et à détruire le peu de services sociaux qui existent encore. Dans cette patrie, il y a une guerre cachée : la guerre que le grand patronat mène pour ses profits contre le monde du travail et toute la société.

Si nous ne nous défendons pas contre le grand patronat et ses laquais politiques, pire, si nous faisons l'unité nationale derrière eux, nous nous condamnons à être de la chair à exploiter d'abord et de la chair à canon ensuite.

Il n'y a pas d'argent pour les écoles, les hôpitaux publics ou les transports, mais il y aurait des milliards pour les marchands de mort ? Déjà, et avant d'être officiellement en guerre, les marchands d'armes voient leurs profits exploser. Dès l'annonce de Macron, les actions de Thales et de Dassault se sont envolées. Et le gouvernement vante la rentabilité de l'investissement dans l'industrie de guerre. Il ne faut pas marcher ! Il faut revendiquer la réquisition de tous les profits des marchands d'armes et le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises de guerre ! Il faut dénoncer notre propre gouvernement comme principal fauteur de guerre !

Nathalie Arthaud

L'appel aux armes de Macron : ce n'est pas notre guerre

Mercredi 5 mars, Macron est venu solennellement exprimer à 20 heures à la télé que *« la menace russe est là et touche les pays d'Europe, elle nous touche »*. Alors que Trump a donné une leçon d'impérialisme au monde entier en exigeant le contrôle des richesses du sous-sol ukrainien, Macron veut encore faire croire au mythe de la guerre pour la défense de la patrie.

La guerre en Ukraine n'a rien à voir avec la défense de la paix, de la démocratie et du peuple ukrainien. Elle est le produit du bras de fer entre la bourgeoise américaine et les oligarques russes pour le contrôle des minerais, des terres fertiles, et du colossal marché de la reconstruction d'un pays ravagé par trois ans de guerre. L'impérialisme de troisième zone qu'est la France est largement tributaire de ce que lui laisseront ou pas les États-Unis. Cela n'empêche pas l'État français et ses trusts de revendiquer leur part du pillage.

Mais pour défendre les appétits de ces requins, en Ukraine ou ailleurs, il faut des moyens. Et l'intensification de la concurrence entre grandes puissances nécessite d'augmenter encore et encore les moyens militaires. Le budget des Armées a déjà doublé en presque dix ans, et il faudrait encore l'augmenter, avec ***« de nouveaux choix budgétaires ».***

En même temps, il faut faire accepter à l'opinion les sacrifices économiques, avant celui de la vie des soldats. C'est à ça que servent les discours sur l'union nationale pour la défense de la France.

Loin de toutes ces fadaises nationalistes, seuls les intérêts des géants capitalistes sont protégés dans les guerres. Des millions de travailleurs à travers le monde connaissent déjà les malheurs de la guerre pour garantir aux grands trusts l'accès aux richesses de ces pays. Dans les dernières décennies, il y a eu six millions de morts dans la République démocratique du Congo, par suite des guerres incessantes qui s'y déroulent pour le pillage des richesses que contiennent ses sous- sols.

« Prolétaires de tous les pays unissez-vous » reste le cri de guerre des travailleurs qui refusent d'être soumis à l'esclavage capitaliste et aux guerres qu'il engendre.

En avant vers les cimetières

Quand tous les dirigeants politiques parlent de la nécessité d'augmenter les budgets militaires, de celle de réaliser des investissements dans du matériel de guerre… ils omettent de dire qu'il faut aussi des soldats pour manier ces armes.

En France, la dernière loi de programmation militaire prévoit déjà de passer les effectifs de l'armée de 201 000 soldats à 275 000 en 2030. Quant au nombre de réservistes, il va passer de 41 000 à plus de 100 000 en 2035. Et tous les « experts » de la guerre sont unanimes à dire qu'il en faudra plus dès aujourd'hui et beaucoup plus encore en cas de guerre ouverte. Assis dans leurs fauteuils, pérorant devant les caméras ou se préparant à engranger leurs bénéfices de guerre, ils s'apprêtent à envoyer sur les champs de bataille les jeunes qui sont pour l'instant sur les bancs de l'école ou en apprentissage dans les usines. Voilà le seul avenir que cette société prépare à la jeunesse : crever dans la boue et le sang pour que les capitalistes continuent à s'enrichir.

Ce n'est pas la première fois que les dirigeants de ce monde transforment les photos de classe en listes de morts dans les cimetières. Dans toutes les villes et les villages de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne, on peut voir les monuments aux morts de la guerre de 1914-1918. On peut lire parfois les noms de quatre ou cinq jeunes d'une même famille. À l'époque, toute une génération a été sacrifiée. Et ni les larmes des familles ni les gueules cassées n'ont empêché les États de recommencer, pour le plus grand profit de leurs industriels et de leurs banquiers.

Après les “dividendes de la paix”, ceux de la guerre

Dans son discours, Macron a évoqué la fin des « dividendes de la paix », comme si les travailleurs en avaient vu la couleur ! Dans la foulée, il a promis aux capitalistes de l'armement de futurs « dividendes de guerre ».

Alors que le gouvernement avait déjà prévu une hausse du budget militaire de 50 milliards en 2025 à 67 milliards en 2030, il est désormais question de 100 milliards d'euros. Les spéculateurs en tout genre ne s'y sont pas trompés : l'action Dassault Aviation a gagné en une semaine 20 % et celle de Thales 30 %, les amenant à des cours record. Au prix de centaines de milliers de morts en Ukraine, les profits de ces capitalistes se sont déjà envolés ces dernières années. Aujourd'hui, ils prévoient d'en faire davantage encore. Les banques ne sont pas en reste, à l'instar de la BNP Paribas, dont un responsable vient de déclarer : *« Nous sommes mobilisés sur le soutien à l'industrie de défense et nous sommes en capacité de faire plus. »* Le monde capitaliste se réjouit d'avance des bonnes affaires qu'il fera avec les commandes militaires, les guerres, les morts… et la reconstruction.

Pour engraisser ces marchands de mort, Macron, comme les autres dirigeants, sait qu'il faudra que la population paie, sous forme de coupes dans la santé, l'éducation ou les transports, ou d'attaques contre les salaires, les emplois et les retraites.

Contre la guerre : préparer la révolution

Par son discours, Macron a voulu renforcer la campagne d'embrigadement pour la « défense de la patrie » et la « souveraineté nationale ».

Dans cette optique, il tient à créer l'unité nationale et fait appel à toutes les « forces politiques et syndicales ». Tous les partis de gouvernement, du RN à LFI, se sont mis au garde-à-vous et se sont accordés sur la nécessité de renforcer l'armée. Que la droite et l'extrême droite s'alignent sur ces positions guerrières n'a rien de nouveau. Et c'est aussi sans surprise que les partis de gauche reprennent les discours militaristes et nationalistes.

François Ruffin tient même un discours nationaliste qui se veut plus dur que celui de Macron : *« Il faut retrouver notre souveraineté. Il faut retrouver notre autonomie de défense et notre autonomie tout court. »* Mais de la souveraineté de qui, quand les classes populaires ont la tête sous l'eau et n'ont absolument pas leur mot à dire ?

Pour justifier son ralliement à la défense nationale « bien française » des capitalistes, Fabien Roussel, le dirigeant du PCF, a déclaré dernièrement : *« Des entreprises stratégiques françaises* [de l'armement donc] *sont actuellement menacées. Sauvons-les ! Oui à l'autonomie stratégique au service de la paix et des peuples .»*

Que ce soit le PCF, les va-t-en guerre socialistes, écologistes, Ruffin, nouveau converti au militarisme, ou encore LFI, ils font tous front commun avec Macron, Marine Le Pen et le RN pour vanter l'armement français… au nom de la défense de la paix, en plus !

Quand tous ceux-là parlent de la « sécurité européenne », c'est pour demander aux travailleurs de faire confiance à leur État national pour les protéger. Mais qui peut croire que Macron et l'État français, qui laissent les patrons licencier des centaines de milliers de travailleurs, qui ferment des hôpitaux, et qui laissent dehors des milliers de sans-abri, peuvent protéger la population ? En temps de paix, et encore plus en temps de guerre, il y a deux camps irréconciliables : le camp des travailleurs et le camp de la bourgeoisie.

« Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage », disait Jaurès. De cette vérité découle la nécessité de préparer la révolution.

Confédérations syndicales : au garde-à-vous

Le discours de Macron appelant à rentrer dans l'économie de guerre a rallié toutes les directions syndicales. Toutes lui ont emboîté le pas sur la nécessité d'un effort de guerre.

La secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, a déclaré le 10 mars que le peuple *« veut bien contribuer à faire des efforts mais il faut que tout le monde fasse des efforts »*, face à *« un agresseur qui est la Russie aujourd'hui ». « On n'est pas entré en guerre, mais c'est un appel à la responsabilité : il va falloir que chacun et chacune laisse tomber un peu les dogmes »*, a-t-elle ajouté. C'est un discours identique que tiennent les patrons à chaque fois qu'ils veulent imposer des sacrifices aux travailleurs.

Sophie Binet, pour la CGT, est sur la même longueur d'ondes, bleu blanc rouge. S'il faut augmenter les crédits militaires, ce à quoi elle se résigne visiblement, ceux-ci doivent avant tout permettre de défendre l'industrie européenne et nationale. *« Ce n'est pas possible* […] *d'augmenter les crédits militaires pour aller financer l'industrie américaine »*, a-t-elle déclaré. *« On ne peut pas nous parler matin, midi et soir d'économie de guerre et laisser mourir notre industrie. »* Et de déplorer que l'État ait refusé de *« nationaliser temporairement »* l'entreprise chimique Vencorex, en redressement judiciaire, qui fabrique notamment du matériel utilisé dans le nucléaire civil et militaire. Selon la secrétaire générale de la CGT, l'industrie de guerre serait donc bonne pour l'emploi. C'est ainsi que dans des entreprises du secteur militaire, on trouve des syndicats CGT pour défendre la production de bombes, canons, radars et avions français. Le Rafale serait le *« garant de la souveraineté »* française, comme on peut le lire dans un tract de la CGT de l'usine Dassault de Cergy, par exemple, et donc le garant de l'emploi.

Les travailleurs, qui font fonctionner toute la société, n'ont jamais voix au chapitre quant à l'utilité ou à la nocivité de ce qu'ils produisent. Personne ne peut se féliciter de la bonne santé de la production d'engins de mort. Les travailleurs ont intérêt à dénoncer le prix qu'ils auront alors à payer, ceux qui seront au front comme ceux qui seront sur les lignes de production, à l'opposé de ce que défendent les confédérations syndicales.

Dépenses militaires : refusons le chantage !

Pour le président du Conseil d'orientation des retraites (COR), la hausse des dépenses militaires rendrait « dérisoire » le maintien à 64 ans de l'âge de départ en retraite.

Il veut donc l'augmenter. Le président du Medef, quant à lui, lorgne avec envie la retraite à 70 ans prévue au Danemark. Le ministre de l'Économie, Éric Lombard, déclarait pour sa part dans une interview au journal *Le Figaro* : *« Il faudra sans doute travailler plus. »*

Le monde politique et les médias voudraient ainsi convaincre qu'avec les menaces de guerre il serait indécent pour les travailleurs de revendiquer ou même simplement de réclamer le maintien de la situation actuelle. Les dirigeants désignent aujourd'hui les travailleurs qui veulent se défendre pour les contraindre au silence. Demain ils ne seront plus simplement dénoncés comme des salariés revendicatifs, mais comme des traîtres qu'il s'agit de mettre hors d'état de nuire.

Avant même que tombent les premières bombes sur le pays où ils vivent, les travailleurs ont toujours été les premières victimes des ambitions guerrières de leurs dirigeants. Deux ans après les grandes grèves de juin 1936, les décrets-lois Reynaud-Daladier établissaient que la défense nationale justifiait toutes les dérogations à la loi des quarante heures et que des sanctions pouvaient être prises contre les ouvriers qui refuseraient. La répression s'abattit effectivement sur ceux qui n'acceptaient pas de se soumettre à ce diktat. Ce fut le prélude à la grande boucherie.

La guerre est déjà déclarée contre les travailleurs, et l'ennemi est dans notre propre pays.

Deux poids, deux mesures

Dix jours après le passage du cyclone Garance sur La Réunion, l'incurie des autorités aggrave les effets des perturbations climatiques.

Aux aberrations dans l'aménagement du territoire (bitumage et bétonnage qui rendent les sols imperméables, constructions en zones à risques, etc.), s'ajoute le manque d'entretien des caniveaux, des buses et des fossés qui a contribué à l'inondation de routes et d'immeubles. Manifestement les 12 000 travailleurs en emplois aidés employés en grande partie à l'élagage, au débroussaillage et au curage ne suffisent pas à faire ce travail indispensable, non seulement pour faire face aux tempêtes et aux cyclones, mais aussi pour lutter contre la propagation du chikungunya ou de la dengue. Or, depuis début janvier, la baisse de la participation de l'État au financement des contrats Parcours emploi compétences (PEC) fait tomber leur nombre à 8 000, leur durée de 11 à 10 mois, et la durée de travail à 23,5 heures hebdomadaires maximum au lieu de 26 précédemment.

Un cyclone plus tard, Valls, assure qu'il va voir avec la ministre du Travail pour *« remonter ces emplois aidés qui sont très utiles sur le terrain et pour les collectivités »*. Devant l'angoisse des sinistrés, il a annoncé « mobiliser un fonds qui va représenter 200 millions d'euros pour les collectivités territoriales » de La Réunion. Mais surtout que *« tous les dispositifs devront arriver le plus rapidement possible pour mettre de l'argent dans la poche des entreprises »*.

En effet, selon le président du Medef Réunion, *« 90% des adhérents ont été impactés »* par les vents mais aussi et surtout par les coupures d'électricité et d'eau. *« De nombreux commerces ont dû jeter leurs produits frais car la chaîne du froid a été rompue. Et certains ne peuvent toujours pas rouvrir »,* assure-t-il. Ils seront probablement mieux entendus que les habitants qui ont aussi perdu le contenu de leur congélateur. Les conséquences du cyclone s'ajoutent à la cherté de la vie pour rendre le quotidien encore plus difficile dans les quartiers populaires.

Dans leur courrier à Valls, le PS, le PCR et les Verts ne disent pas un mot de cette question essentielle pour les travailleurs et la population, mais exigent en revanche une place au prochain Comité interministériel des Outre-mer. Rien n'arrête l'engouement pour les allées du pouvoir, aucune casserole, aucun procès ! Ainsi, un signataire dirigeant du PCR attend son procès prévu en mai à Paris pour truquage des marchés de l'électrification des communes, affaire mise au jour par une enquête lancée en 2022 et dans laquelle les sociétés corruptrices ont déjà été condamnées. Un autre signataire a laissé ses amis saborder les finances de la société de transport public Estival, ce qui a provoqué des dizaines de licenciements.

Autant dire qu'il n'y a rien à attendre de ces notables locaux, alors que le cyclone a touché plus durement les plus pauvres, l'État aide plus sûrement les plus riches.

Garance : amplificateur des injustices sociales

D'année en année, les cyclones se font de plus en plus violents. Les vents qu'ils génèrent de plus en plus puissants.

Ils font partie des principales explications des dégâts causés aux habitations. Mais il y en a d'autres qui n'ont rien de météorologique, mais dont il faut chercher l'explication dans le fonctionnement de la société capitaliste.

Comment expliquer que dans un même quartier des toits soient restés en place alors que ceux d'à côté volaient parfois à plusieurs dizaines de mètres pour atterrir sur d'autres immeubles ou maisons et y causer de graves dégradations ?

C'est en se penchant sur la mauvaise qualité des matériaux, l'absence de ferraillages, de boulonnages suffisants, le non respect des normes cycloniques dans les constructions par les entreprises que l'on comprend pourquoi des constructions s'effondrent, des toits datant de quelques mois partent en lambeaux, privant ainsi leurs habitants de toute protection contre les éléments naturels déchaînés.

Le dicton créole dit « Bon marché y coute cher ! ». Oui, mais dans ce cas présent, c'est aux travailleurs, aux habitants des « logements sociaux » déjà si mal logés en période normale que ces économies criminelles coûtent cher. Car cela se traduit non seulement par le traumatisme des familles obligées de trouver dans la précipitation un abri temporaire pour se protéger, mais aussitôt après, par toutes sortes de difficultés financières supplémentaires comme racheter tout ou partie de son mobilier, de ses habits et équipements, et dans le pire des cas d'être obligé de se loger ailleurs avec en plus des prêts à rembourser sur les bras pour financer un logement détruit.

Le gouvernement a annoncé plusieurs centaines de millions d'aides. Combien iront pour les capitalistes et combien pour les travailleurs et leurs familles ?

Les patrons ont toujours eu l'oreille des dirigeants de l'État. Ce n'est pas le cas des travailleurs et des plus démunis qui ne peuvent compter que sur leurs mobilisations et leur solidarité de classe pour ne pas être les derniers servis !

Un Tartuffe dans le vent...

LO

Le 12 mars, le gouvernement a publié au Journal Officiel l'arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour La Réunion, suite a passage du cyclone Garance. Ce texte permet désormais la prise en charge des dégâts par les compagnies d'assurances.

Si les 24 communes de l'île concernées le sont au titre des inondations, curieusement seules Sainte-Marie et Sainte-Rose, le sont au titre des vents cycloniques, excluant notamment les villes comme Saint-Benoît, Saint-André et Bras-Panon qui ont été frappées de plein fouet par des vents de 200 km/h, voire plus, qui ont arraché toitures, fils électriques et téléphoniques, cassé de nombreuses clôtures, etc.

Il a fallu que des protestations s'élèvent de tous côtés pour que Manuel Valls, le ministre des Outre-mer, finisse par considérer cette reconnaissance comme *« insuffisante »* comme si son ministère ne faisait pas partie du comité inter-ministériel qui a pris cette décision.

Un shérif à Saint-Benoît : Patrice Selly

Quelques jours après le passage du cyclone, suite à des plaintes pour nuisances sonores et troubles à l'ordre public, le maire de Saint-Benoît s'est empressé d'interdire les attroupements et les rassemblements sur la voie publique entre 18h et 7h depuis le 7 mars et jusqu'au 4 avril.

Un fois de plus, Selly fait dans le sécuritaire.

Il y a un an, après que des jeunes ont commis des violences et des dégradations à Bras-Fusil, le maire macroniste s'indignait et déclarait que *« l'ordre républicain doit régner dans tous nos quartiers ! »* et réclamait à cor et à cri qu'une *« nouvelle brigade de gendarmerie soit déployée sans délai à Bras-Fusil »*.

Et pour quelques voix réactionnaires de plus il fera appel à la cavalerie d'ici la prochaine campagne municipale ?

Hausse des prix : Garance à bon dos !

À peine Garance était-il passé que les prix des légumes ont été multipliés par deux, trois, voire cinq. Le prix des packs d'eau, aussi surprenant que cela puisse paraître, a aussi doublé dans certains magasins. Bien d'autres suivront, c'est sûr. En période de crise, la rareté de certains produits aidant, les commerces s'en donnent à cœur joie pour arrondir leurs profits au détriment de la population et de ses besoins élémentaires.

Les déclarations indignées du ministre des DOM, Valls, et du préfet qui a menacé les profiteurs de la crise de faire procéder à des contrôles n'ont débouché sur aucune verbalisation. Il paraît même, selon ces messieurs, que la grande distribution n'aurait pas augmenté le prix des produits du BQP.

Un miracle auquel aucun consommateur n'a cru, surtout après avoir constaté des augmentations à deux chiffres des produits en passant aux caisses !

Non, les travailleurs n'ont rien à attendre des représentants de l'État et des élus qui, tous, sont à plat ventre devant les intérêts des capitalistes et autres profiteurs du moment. Il leur faudra, pour ne pas se serrer encore plus la ceinture dans les semaines qui suivent exiger que leurs salaires suivent la hausse des prix.

Insupportable violence contre les femmes...

À La Réunion, trois femmes ont été violemment agressées par leurs compagnons depuis le début de l'année. L'une d'entre elles, défenestrée de son logement à Saint-Denis, en est morte.

La Réunion est le troisième département français le plus violent vis à vis des femmes.

En 2024, trois femmes ont perdu la vie suite aux coups qu'elles ont reçus de la part de leur compagnon.

Alcoolisme, drogues, jalousie maladive, machisme, misère sociale, tous les ingrédients sont réunis pour que se produisent de tels drames à La Réunion. Un département où la pauvreté frappe encore plus d'un tiers de la population.

À l'image de la violence de la société capitaliste !

De plus en plus de femmes, mais aussi d'hommes, n'acceptent plus ces violences contre les femmes. Le 8 mars dernier, journée internationale de lutte des femmes contre les discriminations dont elles sont victimes, des dizaines de milliers de manifestantes sont descendues dans les rues de France, mais aussi des DOM, pour dire stop aux discriminations et aux violences dont sont victimes les femmes dans la société.

En 2025, les femmes sont toujours payées, en moyenne, à travail égal, 20 % de moins que les hommes. Très peu de femmes parviennent à occuper les postes de direction dans les entreprises et les administrations. Elles sont souvent encore les seules à assumer les tâches ménagères dans les familles, en plus de leur travail à l'extérieur.

Ce traitement discriminatoire des femmes est le corollaire du système général d'exploitation des plus faibles par les plus forts dans la société capitaliste.

Il y a plus d'un siècle, en 1910, à l'initiative de la dirigeante socialiste allemande Klara Zetkin, fut instaurée la journée internationale de lutte des femmes le 8 mars.

Mais ce sont les ouvrières russes qui en manifestant pour le pain, le droit de vote et la fin de la guerre le 8 mars 1917, mais aussi pour une société débarrassée de l'exploitation capitaliste et de la dictature tsariste, lui donnèrent tout son sens révolutionnaire pratique.

En effet, on ne pourra voir la de fin des violences contre les femmes que dans une société débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme, c'est à dire du capitalisme !

Obésité : épidémie mondiale

Une étude sur l'obésité et le surpoids dans le monde, publiée le 4 mars dans *The Lancet* une revue scientifique renommée, montre l'explosion du nombre de patients obèses.

Depuis 1990, on est passé de 731 millions d'obèses et de personnes en surpoids dans le monde à 2,11 milliards. *The Lancet* dénonce l'inaction des gouvernements et prévoit que, sans réforme urgente des politiques de santé, en 2050, six adultes sur dix, soit 3,8 milliards de personnes, et un enfant ou adolescent sur trois, soit près de 750 millions, seront en situation d'obésité ou de surpoids.

Les raisons de cette épidémie sont connues. C'est directement le résultat d'un *« manque d'accès à des régimes alimentaires sains »*, ce dont bien sûr souffrent en premier les classes populaires, les plus pauvres des pays riches comme des pays pauvres. Elles se nourrissent de produits ultra-transformés, riches en sucres et en graisses, évidemment bien moins chers que les aliments frais ou bio.

Derrière ce constat terrible, c'est la santé des populations qui est en jeu. L'obésité est une maladie qui tue, ne serait-ce que parce qu'elle représente aussi un facteur de risque qui aggrave de très nombreuses maladies cardiovasculaires, le diabète, etc. Mais dans un système où tout est bon pour faire du profit, ce fléau représente aussi un marché en plein développement pour des laboratoires comme Novo Nordisk ou Lilly, qui proposent des traitements contre l'obésité très rentables et qui font de ces laboratoires de véritables « pompes à fric ». Dans la société capitaliste, même la pauvreté et ses conséquences sont une source de profits.

CMA CGM : cap sur les profits

Rodolphe Saadé, le PDG et principal actionnaire du troisième armateur mondial de porte-conteneurs (CMA CGM), a annoncé investir 20 milliards de dollars aux États-Unis.

Après avoir été reçu à la Maison-Blanche, Saadé a déclaré dans une longue interview au journal Les Échos avoir *« compris que le président Trump souhaite aider les compagnies maritimes qui veulent investir aux États-Unis, par exemple pour construire des navires sur place, ou opérer des bateaux battant pavillon américain »*. La famille Saadé s'y connaît en effet en matière d'aide étatique. Elle a fait fortune grâce au soutien sans faille que les gouvernements français successifs ont prodigué à la CMA CGM, renflouant ses caisses, créant des niches fiscales en sa faveur ou encore lui permettant de déroger au Code du travail grâce à un pavillon de complaisance officiel.

Après avoir profité à fond de la crise post-Covid en multipliant par dix le prix du transport de ses conteneurs et réalisé des bénéfices record, le patron de CMA CGM essaie aujourd'hui de prendre de vitesse ses concurrents sur le marché américain en s'adaptant à la politique de Trump.

Pendant que Macron et les autres dirigeants européens discourent sur la nécessité de faire face à la guerre commerciale américaine avec les sacrifices imposés à la population, Saadé, après Stellantis ou ArcelorMittal, montre que la seule philosophie des capitalistes, c'est de garantir leurs profits. Ces groupes, en effet, ont également promis d'investir des milliards aux États-Unis car ils savent jouer sur tous les tableaux quelle que soit la situation. Enfin, et comme Saadé le reconnaît sans fard, si hausse des barrières douanières il devait y avoir, *« à la fin, c'est le client qui va devoir payer »*, c'est-à-dire les populations par le biais d'une nouvelle flambée des prix.

DANS LES ENTREPRISES

16 licenciements en vue chez Soliha

Soliha (ex-Pact-Réunion), association chargée d'améliorer l'habitat des personnes âgées et dépendantes, a été placée en redressement judiciaire le 20 janvier dernier par le tribunal judiciaire de Saint-Denis.

Ses salariés, mais aussi ses bénéficiaires, sont victimes depuis des années de la gestion déplorable de ses dirigeants. Ces derniers sont accusés d'avoir favorisé le recrutement de nouveaux cadres de direction et de s'être octroyés de confortables salaires alors que les finances de l'entreprise battaient de l'aile.

Les salariés, eux, pas payés depuis des mois s'étaient mis en grève pendant sept mois en 2022 pour dénoncer le pillage des fonds de l'association par sa direction.

Malgré leurs avertissements répétés, la direction de Soliha n'a pas changé de politique et le déficit de l'association n'a cessé de se creuser pour dépasser le million d'euros.

Aujourd'hui le tribunal a lancé un plan de restructuration avec l'objectif affiché par la direction de Soliha de rétablir la « santé financière » qu'elle seule a contribué à détériorer ! Et, cerise sur le gâteau, c'est aux salariés de Soliha que direction et tribunal osent présenter la note à payer, à savoir le licenciement de 18 d'entre eux sur un effectif de 35 !

Les travailleurs de Soliha sont confrontés aux mêmes margoulins que ceux de la SPL Estival.

Ils ont bien sûr raison de refuser d'accepter de payer les pots cassés à la place des vrais responsables.

Si quelqu'un mérite d'être licencié à Soliha, comme à Estival, ce sont bien leurs patrons, pas leurs victimes !

DANS LE MONDE

EUROPE DE LA DÉFENSE

Concurrence et gros sous

En réunissant les chefs d'état-major européens, le 11 mars à Paris, Macron a entretenu sa posture de chef de guerre et promet « l'Europe de la défense ».

Le même jour à Strasbourg, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, réclamait une *« augmentation très rapide des capacités de défense européenne »*. Elle confirmait son plan à 800 milliards d'euros pour *« réarmer l'Europe »*. Ce plan consiste à autoriser chaque État membre de l'UE à dépenser pour sa propre armée, sans se soucier des conséquences sur son déficit public, jusqu'à un total européen de 650 milliards. Les 150 milliards restant pourraient être empruntés au nom de l'UE, avec des taux bas, pour être prêtés aux États moins solvables. Chaque État profitera, ou pas, de ce plan. Chaque État passera, ou pas, des commandes d'armement pour sa propre armée, dans l'intérêt de ses propres capitalistes.

C'est le fond du problème. L'Europe dont ils parlent tous se résume à 27 États en rivalité. C'est une faiblesse ancienne et insoluble des capitalistes européens face aux États-Unis. Chacun compte sur son État national pour défendre ses intérêts pour au final ne pas faire le poids face la concurrence américaine, qui dispose d'un État capable d'imposer sa loi à toute la planète.

Dans le domaine militaire, où les commandes sont réalisées par les gouvernements, les industriels de l'armement ont plus que d'autres l'obligation d'être liés à leur État respectif. Dassault vend au gouvernement français et ni la Grande-Bretagne ni l'Allemagne ne possèdent le moindre avion Dassault. À l'inverse, l'armée française n'a jamais acheté de chars Leopard, fabriqués en Allemagne.

Les commandes militaires indiquant souvent les relations de subordination entre les pays, beaucoup d'États européens achètent leur matériel militaire aux États-Unis. Ainsi, 64 % des armes importées par des pays européens membres de l'OTAN viennent des États-Unis contre 6,5 % de France, 6,5 % de Corée du Sud et 4,7 % d'Allemagne.

Les discours sur la « défense européenne » servent d'abord à mettre en condition la population pour lui faire accepter le passage à l'économie de guerre. Ils servent ensuite à jeter un voile pudique sur la guerre acharnée que vont se livrer les différents marchands d'armes pour avoir la plus grosse part de la manne.

UKRAINE

Une population sacrifiée, y compris par ses dirigeants

Alors que la guerre fait rage en Ukraine depuis trois ans, l'union sacrée des premiers temps a pris fin pour des couches de plus en plus larges de la population, qui ont pu se convaincre que le régime de Zelensky, qui n'avait cessé de s'en prendre aux couches laborieuses avant la guerre, restait celui des privilégiés, et d'eux seuls.

Périodiquement éclatent des affaires qui révèlent la pourriture du régime. Cela va, bien sûr, des passe-droits qui ont permis aux riches de quitter le pays pour échapper à la conscription aux pots-de-vin aux élus et aux officiers pour échapper au front. La routine, en quelque sorte.

À un niveau plus élevé, il y a, par exemple dans la région de Kharkiv, la seconde ville du pays, la révélation de colossaux détournements de fonds par des entrepreneurs que favorise l'administration. Les routes bombardées sont reconstruites par des groupes du BTP qui réalisent ainsi d'énormes profits de guerre. Quant aux très, très riches, les oligarques, ils vivent en général à l'étranger, bien à l'abri.

Devant l'étendue de pareils scandales, Zelensky a dû, l'an dernier, limoger tous les responsables régionaux de la « Reconstruction ». Avec l'efficacité que l'on constate…

Pour la même raison, Zelensky éjecte régulièrement ses généraux les plus hauts placés. Il lui faut bien reporter sur d'autres la responsabilité des échecs militaires. Il doit essayer de faire croire qu'il est un rempart contre la corruption. En effet, elle flambe dans le monde de la hiérarchie militaire, ce qui choque d'autant plus que la population, dont le niveau de vie s'est effondré, est appelée à donner sa vie « pour la patrie ».

Il y a un an ou deux, les courageuses femmes, mères et sœurs de soldats qui manifestaient pour qu'ils ne restent pas au front jusqu'à leur mort, semblaient bien isolées. Aujourd'hui, le mouvement informel de lutte contre la « busification » (l'envoi en bus à l'armée d'hommes enlevés dans la rue par les brigades territoriales de recrutement militaire) touche toutes les villes. Presque chaque jour, des vidéos montrent des « recruteurs » attaqués dans la rue par des passants indignés qui tentent de libérer leurs proies. Le phénomène a pris une telle ampleur que les autorités le dénoncent comme du « terrorisme », et promettent de lourdes peines à ces « terroristes » de rue.

Il y a officiellement, et sans doute plus, 140 000 déserteurs qui vivent et essayent de travailler tout en se cachant. Mais ils ne pourraient pas le faire s'ils ne bénéficiaient pas du soutien d'une foule de gens.

ÉTATS-UNIS

Musk accro à l'argent public

Le site Internet du Doge, le « département de l'efficacité gouvernementale » de Musk, affiche les milliards de dollars que lui et son équipe sont censés permettre au contribuable américain d'économiser en mettant des employés fédéraux au chômage et en fermant des agences gouvernementales. Mais Musk est beaucoup plus discret sur ce que ses succès en tant qu'entrepreneur ont coûté au fil des années en argent public. Le quotidien Washington Post, propriété d'un autre milliardaire, Jeff Bezos, certainement jaloux de la proximité actuelle de Musk avec Trump, a justement publié une enquête sur les aides dont Tesla et SpaceX, les deux principales entreprises de Musk, ont bénéficié, sans lesquelles elles n'auraient pas survécu. Ainsi Tesla aurait touché 11,4 milliards de dollars en dix ans. Ces crédits lui ont permis de continuer à faire des bénéfices en 2020 lorsque la crise du Covid a fait chuter drastiquement les ventes de voitures.

SpaceX, autre entreprise- phare de Musk, n'existerait pas non plus si, au travers de la NASA, l'argent public ne l'avait pas irrigué. L'actuelle PDG de SpaceX l'a reconnu en déclarant : *« Il y a tout autant de la NASA qu'il y a de SpaceX »* dans ces fusées.

En tout le capitaliste Musk aura reçu au moins 38 milliards de dollars d'argent public, et 11,8 milliards sont encore à venir dans les cinq prochaines années. Cela n'inclut pas ses contrats d'armement avec le Pentagone, dont les montants sont secrets.

Tout compte fait, le jeune entrepreneur talentueux du mythe habituellement servi pour justifier la propriété capitaliste ressemble plus à un impotent appuyé en permanence sur la béquille étatique. En étant le plus proche possible du pouvoir, Musk ne fait qu'appliquer une leçon qu'il a apprise il y a longtemps : l'art de transformer l'argent public en profit privé.

GAZA

Le chantage de Netanyahou

Les négociations en vue de la deuxième phase du cessez-le-feu à Gaza ont commencé le 10 mars à Doha. Loin de mettre un terme à la guerre totale menée depuis seize mois aux Palestiniens, le gouvernement de Netanyahou accentue la pression et sème la mort sur tous les fronts.

C'est d'ailleurs ce qu'annonce fièrement le site israélien pro- gouvernemental I24news, en titrant : « Un mort au Liban, 5 à Gaza et 3 terroristes éliminés à Jénine. » La guerre continue sous toutes les formes. Après le blocage, le 4 mars, de l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza, l'arrêt de l'approvisionnement en pain et en produits de première nécessité, après la fermeture des principaux points de passage vers l'enclave, le ministre israélien de l'Énergie a décrété le 9 mars l'arrêt de son approvisionnement en électricité. La principale usine de dessalement d'eau du territoire, desservant en eau potable des centaines de milliers de Gazaouis, ne peut donc plus fonctionner. Habitués de longue date à utiliser des générateurs indépendants, et à vivre des heures durant sans courant, les habitants revenus dans leurs quartiers en ruines sont suspendus aux faibles quantités de carburant disponible. L'extrême droite israélienne de Ben Gvir, l'ex-ministre de la Sécurité intérieure, démissionnaire parce que refusant l'idée du cessez-le-feu, réclame d'ailleurs que toute entrée de carburant soit interdite et que les réservoirs de fioul repérés à Gaza soient bombardés.

Les négociations dont dépend la deuxième phase du cessez-le-feu n'empêchent donc pas Netanyahou de poursuivre sa guerre, avec le soutien affirmé de son allié Trump. L'armée israélienne s'est déployée en Cisjordanie, chassant les Palestiniens de leurs habitations au sein du camp de Jénine et appuyant les agressions des colons d'extrême droite, et elle envoie ses drones tueurs à Gaza. Ses habitants, qui attendaient l'arrivée de vivres, de matériaux de construction, et le retrait comme prévu des troupes israéliennes de la zone tampon à la frontière égyptienne, sont donc à nouveau sous menace permanente.

HAÏTI

Contre la dictature des gangs

Cet article est un extrait du journal *La Voix des travailleurs*, édité par nos camarades de l'OTR (Organisation des travailleurs révolutionnaires) – UCI-Haïti.

Alors que les gangs continuent d'assiéger la capitale, pillant, incendiant et massacrant impunément, une brèche s'élève du cœur même de ce chaos. Les habitants de Solino, chassés de leurs maisons depuis près de six mois, refusent de se résigner et de plier, en choisissant la voie de la résistance, de la lutte. Face à la terreur instaurée par les bandes armées et à l'inaction complice des autorités, ils ont relevé la tête et ont gagné les rues à deux reprises en moins d'une semaine, défiant ouvertement la dictature des gangs et la répression policière pour exiger leur droit légitime à regagner leur quartier.

Le 20 février, leur colère s'est exprimée avec force. Bloquant les axes stratégiques reliant Lalue à Bourdon et Delmas, ils ont paralysé la circulation, érigeant des barricades enflammées. Furieux, les manifestants ont envoyé un message clair : ils veulent retourner vivre dans leur quartier et non dans les camps insalubres qu'ils comparent à des parcs à bestiaux.

La police, fidèle à sa mission de réprimer les victimes plutôt que les bourreaux, a répondu par des tirs de gaz lacrymogène. Loin d'intimider les manifestants, cette brutalité a exacerbé leur colère. Des jets de pierres ont ciblé les véhicules des forces de l'ordre, accusées de connivence avec les gangs, abandonnant la population à son sort.

Une semaine avant, le 13 février, ils étaient descendus dans la rue, exigeant que les policiers et les forces étrangères remplissent leur prétendue mission de « protection des vies et des biens ». La police haïtienne, corrompue et gangrenée, laisse les bandits imposer leur loi, quand elle ne les alimente pas en armes, en munitions et en informations. Quant aux forces étrangères, elles ne sont qu'un outil de contrôle de l'impérialisme, occupées à garantir la stabilité des intérêts des puissances dominantes et des classes possédantes locales.

Cet événement, passé presque sous silence, peut être un signal, un point de départ. Les criminels tiennent surtout par la peur qu'ils inspirent. Quand les masses s'unissent et se lèvent, elles peuvent faire changer la peur de camp. L'oppression ne se combat pas par la soumission et la peur, mais par l'organisation et la lutte collective.

Mais pour avoir les résultats escomptés, le mouvement enclenché doit s'étendre à l'ensemble des familles de Solino pour se transformer en une révolte profonde, consciente et déterminée.

MAYOTTE

Une aide insuffisante et qui est détournée

Alors que la population mahoraise manque de tout après le passage destructeur du cyclone Chido, de nombreux containers de dons pour les sinistrés venus de l'hexagone et de La Réunion se retrouvent bloqués sur les docks pour cause d'incapacité du transitaire SMART et de l'entreprise Mayotte Channel Gateway (MCG) détenue par la plus riche capitaliste de l'île, Ida Nell, à les faire sortir rapidement du port.

Non contente de cela, la direction de cette entreprise détentrice de la Délégation de Service Public portuaire mahoraise en profite pour imposer des frais de stationnement exorbitants que sont bien incapables de régler les destinataires de ces dons. Le port de Longoni est réputé comme étant un des plus chers du monde... dans un territoire l'un des plus pauvres du monde !

Les biens et marchandises, œuvre de la solidarité d'associations et de groupes de travailleurs, se retrouvent ainsi à pourrir sur les quais au lieu de servir à soulager la misère des plus pauvres.

Face à cette situation scandaleuse, les représentants de l'état font profil bas et se gardent bien d'exiger de la patronne de MCG qu'elle restitue tout de suite ces biens qui ne lui appartiennent pas et qu'elle cesse de racketter la population avec ses frais de stationnement.

Qui ne dit mot consent et est complice de la situation !

MADAGASCAR

Les prolétaires toujours plus exploités et toujours plus pauvres

Selon la Banque Mondiale, on assiste à Madagascar à un effondrement continu du Produit Intérieur Brut par habitant de 1960 à 2024. Il est passé entre ces deux années de 812 dollars à 456 dollars.

Pourtant la production de richesses dans ce pays à destination des pays riches n'a cessé d'augmenter ces dernières années avec l'exploitation des mines d'ilménite, de cobalt, d'or, l'exportation de bois précieux et de produits textiles.

La seule explication à ce paradoxe est que cette richesse produite par les travailleurs malgaches est achetée à un prix toujours plus bas par les capitalistes des pays riches.

La part qui revient à la classe ouvrière malgache, malgré son travail acharné dans les mines, les exploitations forestières ou les usines textiles, est de plus en plus réduite et ce mauvais traitement la plonge toujours plus dans la misère.

Cette exploitation impitoyable est rendue possible parce que la bourgeoisie malgache et son État veillent à protéger par tous les moyens de répression dont elle dispose (bas salaires, précarité générale des emplois, répression des grèves de travailleurs et des classes populaires) les intérêts des capitalistes étrangers comme nationaux.

Seule une révolution ouvrière pourra mettre un terme à cette inhumanité !

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvrière.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audios-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:
.....
Prénom :
.....
Adresse:
.....
.....

Ci-joint par chèque la somme de .....euros

Pour nous contacter :
Lutte ouvrière
BP 184
97470 SAINT-BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282